



NON A LA FERMETURE DE LA CENTRALE DE FESSENHEIM !

La bataille ne fait que commencer !

Dans son discours d'introduction à la Conférence Environnementale du 14 septembre, le Président de la République a annoncé la fermeture de la centrale de Fessenheim pour fin 2016. Le lendemain dans son discours de clôture, le Premier Ministre donnait des précisions en indiquant que « La centrale de Fessenheim sera donc fermée à la fin de l'année 2016. Je désignerai dans les semaines qui viennent, une personnalité chargée d'engager la concertation sur la reconversion du site. Il faudra prendre en compte la totalité des conséquences de cette fermeture, l'emploi bien sûr, la création de nouvelles activités et la réponse aux besoins en électricité ».

FO Energie et Mines condamne totalement cette décision qui pose des questions industrielles et environnementales, économiques et sociales.

UNE ABSURDITE INDUSTRIELLE ET ENVIRONNEMENTALE

Sur le plan industriel, ce serait la première fois qu'une centrale nucléaire déclarée « bonne pour le service » par l'Autorité de Sûreté Nucléaire, autorité dont l'indépendance est reconnue par tous, est fermée par décision politique sur fond de marchandage électoral. EDF, entreprise qui est tout de même détenue à 85% par l'Etat, a investi 565 millions d'euros à Fessenheim depuis 2006, en remplaçant la plupart des gros composants, dont les générateurs de vapeur.

En outre, et ce n'est tout de même pas un élément mineur, la centrale contribue pour 70 % à la consommation électrique alsacienne.

Cette décision est donc incompréhensible. Elle l'est d'autant plus que le Premier Ministre indique lui-même qu'il faudra tenir compte, dans les conséquences, « des besoins en électricité ». **C'est donc bien qu'il y a des besoins et la seule solution sera donc de construire des centrales au gaz pour la remplacer !**

Autant, FO Energie et Mines défend le recours au thermique classique pour équilibrer le réseau, autant **la décision inévitable de remplacer Fessenheim par des centrales au gaz émettrices de CO2 est une absurdité !**

UNE ABSURDITE ECONOMIQUE

Fermer pour des raisons politiques une centrale qui a été payée par les Français à travers EDF, qui est aujourd'hui amortie et qui a l'accord de l'Autorité de Sûreté Nucléaire constitue **une absurdité économique et un véritable gâchis pour la Nation**. Surtout dans une période où l'argent public est rare.

En outre, la poursuite du fonctionnement de Fessenheim jusqu'en 2016 exigera des investissements qui pourraient porter le fonctionnement de la centrale pour plus d'une dizaine d'années. Mais, de fait, ceux-ci seront portés pour une durée limitée. Qui va payer ?

Sur ce point, il va falloir aussi que le Gouvernement soit transparent sur le coût que va représenter la fermeture anticipée déjà amortie et le coût de la construction de centrales au gaz en remplacement.

UNE ABSURDITE SOCIALE

La décision de fermeture de Fessenheim est enfin une absurdité sociale. On sait aujourd'hui que seulement 150 personnes travailleront pour la première phase de démantèlement, de 2017 à 2022. La seconde phase, jusqu'en 2027, ne requerra que 100 personnes. Or, il y a aujourd'hui 770 salariés d'EDF et 200 prestataires permanents.

Voilà la triste réalité des faits de la volonté d'arrêter une centrale pour des raisons politiques.

FO Energie et Mine se battra donc avec les salariés de la centrale pour maintenir cet outil essentiel à l'équilibre de notre pays. Nous sommes en désaccord avec les organisations syndicales (CFE-CGC et CFDT) qui ont indiqué au sein de la Conférence Environnementale qu'il fallait ouvrir des négociations sociales pour l'accompagnement de la fermeture et qui ont donc acté cette fermeture.

Nous considérons que le débat sur les besoins en électricité de la France reste entier. La fermeture de cette centrale de 1800 MW serait préjudiciable à l'équilibre électrique d'ensemble de notre pays, si cette production n'est pas compensée par d'autres moyens de production dans la même région avant sa fermeture.

Paris, le 17 septembre 2012.